

Face à l'urgence climatique, la Croatie doit être « exemplaire »

De notre correspondant à Zagreb | mardi 22 novembre 2022

La COP27 a une fois de plus révélé le décalage entre l'urgence climatique et le manque de mesures concrètes. En Croatie, l'un des pays les plus vulnérables d'Europe au réchauffement, l'étiquette de « petit pays insignifiant » empêche la mise en œuvre de politiques courageuses. Entretien.

Propos recueillis par Dimša Lovpar



© Možemo

Nikola Biliškov a été nommé l'an dernier ambassadeur du Pacte climatique de l'Union européenne (UE) en Croatie, dans le cadre du Plan vert européen. Militant de longue date pour la protection de l'environnement, des droits de l'homme et de la consolidation de la paix, le scientifique a rédigé début 2020 un appel pour une action climatique systématique, signé par plus de 550 scientifiques en Croatie.

Courrier des Balkans (CdB) : À quoi vous engage votre fonction d'ambassadeur ? Est-ce un titre honorifique ou avez-vous des engagements à tenir ?

Nikola Biliškov (N.B.) : Je ne suis pas le seul ambassadeur pour le pacte climatique de l'Union européenne en Croatie. Il ne s'agit pas vraiment d'une fonction, ni d'un titre honorifique, mais de l'expression de mon engagement pour le climat. Le Pacte européen pour le climat (PCE) est une initiative de la Commission européenne mise en place pour assurer une transition écologique la plus efficace possible. Ce pacte donne l'opportunité à tous les citoyens, communautés et organisations d'Europe de s'impliquer dans la lutte

contre le changement climatique.

En pratique, il agit par le biais d'échanges d'informations, de discussions et d'un travail actif sur la résolution de la crise climatique. Il soutient également l'expansion et la consolidation du mouvement climatique européen. À cette fin, des ambassadeurs ont été nommés et mettent en œuvre les valeurs du pacte. Cela signifie qu'ils agissent comme des médiateurs entre la Commission européenne et le grand public et défendent activement, dans le cadre de leur expertise, la mise en œuvre de ce Plan vert à travers l'élaboration et la réalisation de politiques climatiques dans le respect des besoins du public.

Je ne suis pas un simple traducteur des politiques climatiques de l'UE.

Cette description du poste me semble néanmoins trop étroite, notamment parce que je ne suis pas d'accord avec toutes les initiatives de la Commission européenne concernant le changement climatique. C'est pourquoi je veux inclure dans mon rôle d'ambassadeur l'action pour le climat auprès de l'Union européenne. Je vois ce rôle comme une sorte de mise à niveau de mes activités précédentes dans le domaine de la lutte contre le changement climatique.

Je ne suis pas un simple traducteur des politiques climatiques de l'UE et je n'hésite jamais à critiquer les décisions politiques et les tendances que je considère négatives et nuisibles. Ainsi, j'ai initié une pétition en tant qu'ambassadeur du PCE dont le but était d'empêcher le vote du Parlement européen sur l'inclusion du gaz et de l'énergie nucléaire dans la taxonomie des investissements durables. Enfin, ce rôle d'ambassadeur du PCE élargit quelque peu mon champ d'activité et ouvre la porte à de nouvelles collaborations en Europe et au-delà.

Courrier des Balkans (CdB) : Selon un récent rapport du Réseau d'experts méditerranéens sur les changements climatiques et environnementaux (MedECC), la Croatie est [l'un des pays les plus vulnérables](#) d'Europe au réchauffement climatique. Pour quelles raisons ?

N.B. : Géographiquement, la Croatie est située dans la région méditerranéenne, l'un des points chauds dans le monde en termes de changement climatique. Ici, le changement climatique est déjà bien visible. En 2020, l'Union pour la Méditerranée (UpM) a publié un [rapport exhaustif et très préoccupant](#) sur l'état du changement climatique en Méditerranée.

Ce rapport souligne que la grande bleue se réchauffe 20 % plus vite que la moyenne mondiale et prévoit une augmentation brutale des températures de +2,2 °C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici 2040 si nous n'adoptons pas et ne mettons pas en œuvre des changements radicaux dans les politiques actuelles. Cela entraîne toute une série de conséquences en termes de sécurité alimentaire, de disponibilité en eau, de santé, de dégradation de la biodiversité et jusqu'à des défis sécuritaires majeurs.

Il est plus facile de changer de petits systèmes que de grands systèmes inertes.

Une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes est déjà perceptible. Les vagues de chaleur sont de plus en plus fréquentes, les sécheresses sont plus sévères et plus longues, ainsi que les précipitations qui sont exceptionnellement abondantes par à-coups, alors que la quantité annuelle totale des précipitations diminue. Le niveau de la mer monte, ce qui menace les estuaires fertiles des fleuves, en particulier celui la Neretva. Les incendies sont également de plus en plus fréquents et destructeurs. Tout cela crée d'énormes dégâts dans l'agriculture, mais aussi dans d'autres domaines de l'activité humaine.

Pour toutes ces raisons, la Croatie doit affronter très sérieusement la réalité du changement climatique et

développer et mettre en œuvre des politiques d'adaptation et de résilience de qualité. Au niveau international, elle doit défendre très activement des politiques ambitieuses d'atténuation du changement climatique. Il y a longtemps que nous aurions dû abandonner le rôle d'observateurs et de suiveurs passifs dans les processus décisionnels internationaux. En raison de notre position et au nom de notre avenir, nous devrions renoncer à l'excuse d'un « petit pays insignifiant » et assumer le rôle d'un pays exemplaire. En ce sens, la taille de notre pays devrait également être un avantage pour nous, car il est plus facile de changer de petits systèmes que de grands systèmes inertes.

Courrier des Balkans (CdB) : Quels sont les secteurs les plus touchés par le changement climatique ?

N.B. : La production agricole est la plus directement menacée. Des événements météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents et intenses, ainsi que des conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles, tout comme l'élévation du niveau de la mer, son acidification et l'élévation de sa température, créent des dégâts de plus en plus prononcés et réduisent la sécurité alimentaire. Or, sur ce segment, une longue série de décisions politiques et de concessions très néfastes ont déjà causé d'énormes dégâts. En ce sens, le changement climatique enfonce le dernier clou dans le cercueil de l'agriculture croate.

Le tourisme, en tant que secteur-clé de l'économie croate, est également fortement menacé. Rares sont les accros à l'adrénaline qui souhaitent passer leurs vacances en pleine canicule, sous la menace constante d'orages extrêmes, tout en mangeant dans des restaurants où fruits de mer locaux se font de plus en plus rares, car ils sont de plus en plus difficiles à trouver. Aujourd'hui, le tourisme qui prévaut en Croatie est totalement insoutenable, tout comme ses fondements. Je suis convaincu que la Croatie est un beau pays, avec une grande diversité naturelle et culturelle malgré sa petite taille. Un tourisme durable est possible.

D'un point de vue historique, la Croatie se trouve dans une région très dynamique, à cheval entre l'Est et l'Ouest. On le constate aujourd'hui, nous sommes sur la route migratoire en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. À l'avenir, le changement climatique ne fera qu'intensifier ces migrations, dont nous devons être conscients. Nous devons donc adopter des politiques adéquates pour nous adapter à cette situation. Ces politiques ne peuvent reposer sur les [violences à nos frontières](#) et sur l'illusion que nous sommes une sorte de « porte d'entrée de la civilisation occidentale ». Aussi petite que soit la Croatie, elle porte une part de responsabilité dans le réchauffement climatique qui affecte directement les pays du Sud. C'est pourquoi la solidarité à l'égard des migrants fait partie intégrante de la justice climatique et des politiques climatiques équitables.

CdB : « Les changements climatiques sont le plus grand défi de notre siècle et ils dégraderont irréversiblement les vies des générations à venir », a déclaré le Premier ministre croate Andrej Plenkovic lors de la COP26. Avant d'ajouter que « cependant, par une action prompte et résolue, nous pouvons limiter cette dégradation ». A-t-il depuis joint le geste à la parole ? Quelles devraient-être les priorités écologiques du gouvernement ?

N.B. : Ces propos résonnent comme un professeur qui félicite un élève. Malheureusement, notre Premier ministre, tout comme la majorité de l'élite politique croate, se comportent comme de prétendus bons élèves, mais sans véritables résultats. La première semaine de la COP27 n'a montré que vacuité et bons mots sans prise en compte du problème. L'histoire des COP est sans intérêt, ce n'est qu'un tas de mensonges d'où les lobbys des énergies fossiles sortent gagnants. Néanmoins, cela reste le forum le plus important où les décisions sur les politiques climatiques sont prises au plus haut niveau, et sans ces conférences, la situation serait bien pire.

Il faut se féliciter de l'augmentation des énergies renouvelables même si ces projets doivent faire l'objet d'une attention particulière tant la corruption est prégnante.

Le Premier ministre a annoncé quelques mesures concrètes. Il a dit que nous sommes les quatrièmes plus bas émetteurs de CO2 à l'échelle de l'UE. Or, ces chiffres ne peuvent pas être attribués à une quelconque politique climatique, mais plutôt au pillage des élites de l'industrie, qui se réduit comme peau de chagrin depuis l'indépendance. Il a également parlé d'abandonner le charbon d'ici 2033, mais nous aurions déjà pu atteindre cet objectif si la centrale thermique de Plomin avait été fermée en temps et heure. La forte prévalence des sources d'énergies renouvelables dans notre pays repose sur une part importante d'anciennes centrales hydroélectriques, dont l'impact sur les écosystèmes fluviaux est indéniable, rendant leur usage discutable. Quant à l'augmentation des énergies renouvelables, il faut s'en féliciter, même si la mise en œuvre de ces projets doit faire l'objet d'une attention particulière tant la corruption est prégnante.

Par ailleurs, s'appuyer sur une seule entreprise, principalement engagée dans la production de voitures électriques standard, abordables uniquement pour les plus riches d'entre nous, laisse penser que nous n'allons pas dans le bon sens. On pourrait insister sur la nécessité de développer les infrastructures ferroviaires, qui sont dans un état pitoyable. Soulignons cependant que lors de cette COP27, l'amélioration des chemins de fer est une donnée prise en compte. On attend le passage à l'acte. La promesse de protéger 30 % du littoral doit être saluée, bien que les décisions politiques n'aillent pas dans ce sens...

Le Premier ministre croate a déclaré qu'il entendait compenser les émissions résultant du tourisme en plantant un million d'arbres par an, provoquant railleries et moqueries. Davantage d'arbres sont en effet déjà plantés chaque année. Enfin, il a déclaré qu'en établissant un centre régional de protection contre les incendies dans l'aviation à Zadar, la Croatie pourrait aider les pays voisins. Bien sûr, la solidarité et l'entraide doivent être les bienvenues, et c'est aussi l'un des principes de coopération entre les pays de l'UE et les pays voisins. Toutefois, avec l'augmentation de la fréquence des incendies en Croatie, nous pouvons douter de notre capacité à lutter contre les incendies sur notre propre territoire...

CdB : Le gouvernement a-t-il prévu un plan d'action pour lutter contre l'urgence climatique ?

N.B. : Je ne pense pas que notre gouvernement prenne suffisamment au sérieux la réalité de l'urgence climatique. Ce n'est pas son genre et peut-être que d'autres pays la prennent au sérieux avec des mesures adéquates. L'urgence climatique n'a pas été déclarée en Croatie et, à ma connaissance, il n'y a pas de plan d'action. En outre, de nombreuses réglementations sont loin de répondre à nos besoins. En général, il y a un manque d'ambition, mais aussi de courage politique pour franchir certaines étapes qui deviennent chaque jour plus nécessaires. Le niveau de compréhension de la gravité du défi du changement climatique se reflète très clairement dans les programmes électoraux. Les sujets climatiques y sont largement sous-représentés.

Néanmoins, je dois dire qu'il y a quelques aspects positifs, comme la création de la Direction des activités climatiques au sein du ministère départemental de l'Économie et du Développement durable, qui est dirigée par Dunja Mazzocco Drvar, ainsi que la nomination de Julio Domac au poste de conseiller spécial du président de la République de Croatie pour l'énergie et le climat. La commission parlementaire pour la protection de l'environnement, présidée par Sandra Benčić, de Možemo, est très ouverte à la communication avec les scientifiques qui gèrent ces questions. Il convient également de mentionner que le Premier ministre a réservé une partie de son temps pour jouer au *Climate Collage*, un outil pédagogique introduit en Croatie grâce à l'engagement d'Ivana Kordić de l'association Tatavaka et d'Ana Elizabeth Robb de l'association française La Révolution albatros.

CdB : En 2021, la ville de Zagreb a été la première des Balkans à [élire un maire qui se dit écologiste](#). Est-ce un signe d'une évolution de la conscience écologique en Croatie ?

N.B. : Ce n'est pas juste un écolo parmi d'autres, Tomislav Tomašević s'est engagé de manière très active et désintéressée dans la protection de l'environnement depuis de nombreuses années. Je dois également vous corriger, car lors de ces mêmes élections, la mairie de Pazin a été remportée par Možemo. J'ai rencontré Tomislav Tomašević bien avant le début des constructions sur la place centrale de Cvjetni trg et

dans le quartier Varšavska, et depuis lors, nous coopérons activement à travers diverses actions. Mon attitude à son égard n'est peut-être pas complètement objective, mais je peux assurer que c'est un homme profondément impliqué dans la protection de l'environnement, au sens très large, s'appuyant sur des connaissances théoriques solides, mais aussi une expérience très riche acquise par la pratique au cours d'une lutte sans concession pour la protection de l'environnement.

Les citoyens croates en ont assez que soient ignorés des sujets d'envergure, tout comme ils méprisent le populisme de nombreuses options politiques.

La victoire de la coalition verte-gauche aux dernières élections locales était attendue, mais tout le monde a été surpris par le pourcentage des voix obtenus. Les citoyens croates en ont assez que soient ignorés des sujets d'envergure, tout comme ils méprisent le populisme de nombreuses options politiques. Je m'attends à ce que lors des prochaines élections, les questions environnementales deviennent très importantes, non seulement en raison du succès de la coalition verte-gauche, mais aussi de l'influence de plus en plus claire du changement climatique sur le fonctionnement de l'ensemble de la société.

CdB : Quel regard portez-vous sur ces actions ?

N.B. : Parfois, les actions ou politiques adoptées peuvent sembler à première vue déraisonnables ou incompréhensibles pour le grand public. C'est pour cette raison que ces politiques exigent beaucoup de courage politique, de détermination et d'engagement dans leur mise en œuvre. Je crois que les membres de la coalition verte-gauche sont compétents en la matière. La politique la plus visible pour le public est la [nouvelle politique de tri des déchets](#). Un système presque identique existe dans de nombreuses autres villes européennes et mondiales, dont Montréal, où je séjourne actuellement. Ce système fonctionne très bien. Le temps fera son effet, les Zagrébois s'en apercevront.

P.-S.

Cet article est publié avec le soutien de la fondation [Heinrich Böll Paris](#).